

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 AVRIL 1919.

Projet de loi

assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics, et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de déposer n'a point pour but d'introduire dans notre législation des réformes de nature générale et permanente. Il ne contient que des dispositions de circonstance, destinées exclusivement à régler des situations créées par la guerre actuelle, d'abord à l'égard des fonctionnaires, agents et employés mobilisés, ensuite à l'égard des candidats aux fonctions et emplois publics.

L'article 1^{er} vise les fonctionnaires, employés et agents des administrations de l'État, des provinces et des communes, des établissements placés sous le contrôle de l'État, des provinces et des communes, et même des entreprises concessionnaires de services publics, qui ont été mobilisés au cours de la guerre actuelle. Il leur garantit deux droits distincts :

1^o Droit à la réintégration dans leur grade et emploi, aussitôt que possible après leur démobilisation. Mais ce principe doit nécessairement subir deux restrictions que des circonstances de fait peuvent imposer.

Tout d'abord la mutilation ou la maladie peuvent avoir diminué les aptitudes physiques et la capacité de travail d'un homme, au point qu'il est incapable de remplir encore ses anciennes fonctions d'une façon normale ; dans ce cas, une autre situation doit lui être offerte, en rapport avec ses capacités actuelles, et pour autant que les besoins du service le permettent.

D'autre part, il se peut que l'administration, l'établissement ou l'entreprise ait dû modifier son organisation intérieure et qu'il soit impossible de remplacer chaque fonctionnaire, agent ou employé dans sa situation antérieure ; dans ce cas, des situations analogues, ou équivalentes, doivent être offertes aux agents démobilisés, mais bien entendu dans la mesure des possibilités.

2° Droit aux promotions et augmentations de traitement ou de salaire, dont ils auraient bénéficié dans les circonstances normales, si la guerre n'avait pas éclaté. Cependant, une restriction doit aussi être apportée à ce principe : le présent projet ne dispense pas les agents de subir les épreuves, examens et concours, auxquels étaient subordonnées les promotions ou augmentations, d'après les lois et règlements en vigueur. Quand, plus tard, ils auront subi avec succès ces épreuves, l'autorité exécutive pourra décider s'il n'y a pas lieu d'accorder une certaine rétroactivité aux promotions et augmentations.

Ces règles se justifient d'elles-mêmes à l'égard des administrations publiques. On ne concevrait pas que l'État, une province ou une commune, refuse de réintégrer dans son emploi un fonctionnaire ou agent qui a quitté son service pour remplir le devoir que la loi lui imposait et participer à la défense de la Patrie. Il ne paraît pas excessif de soumettre les établissements placés sous le contrôle de l'État, des provinces et des communes et les entreprises concessionnaires de travaux publics à la même obligation de reprendre leurs fonctionnaires, employés et agents qui ont contribué à défendre l'indépendance du pays, alors qu'en France le Gouvernement propose d'étendre cette même obligation à toute l'industrie privée.

Les articles suivants visent de simples candidats aux fonctions et emplois publics, qui sollicitent une première nomination dans une administration de l'État, de la province ou de la commune. Ils ont pour but de faciliter l'accès de tous les emplois publics à ceux qui ont participé à la défense de la Patrie, ou qui ont souffert à raison de la lutte pour cette défense. Il y a là une dette de reconnaissance qui s'impose au peuple belge tout entier et à chacun de ses groupements politiques. Nos autorités communales et provinciales ne se plaindront pas si la présente loi apporte quelques restrictions à leur liberté dans le choix de leurs agents : elles en comprendront la nécessité et la justice. Toutes précautions sont prises, d'ailleurs, pour leur laisser tous pouvoirs d'appréciation et de libre choix, lorsque ceux-ci semblent nécessaires pour sauvegarder la bonne organisation de leurs services administratifs.

Le projet de loi classe en trois listes distinctes toute une série de groupes de citoyens qui ont participé à la défense de la Patrie, ou ont souffert de l'état de guerre et auxquels il garantit certains avantages au point de vue de la collation des fonctions et emplois publics. Cette division en trois groupes semble bien logique. Le premier groupe se compose des mutilés, des blessés et malades assimilés. Le second groupe comprend les combattants et ceux qui ont fait preuve de dévouement civique exceptionnel, notamment ceux qui ont tenté de passer la frontière et ont été de ce chef, emprisonnés ou déportés ; ceux aussi qui, résistant aux promesses comme aux menaces, déportés loin de leur famille, ont persisté à refuser de travailler pour l'ennemi. Le troisième groupe, enfin, réunit à la fois les mobilisés non combattants et tous les non-mobilisés qui, accidentellement en quelque sorte, ont souffert dans leur intégrité physique par suite de faits de guerre.

Mais une étude approfondie du problème a fait songer à d'autres catégories qui semblent aussi bien dignes d'intérêt. A côté des mutilés, il y a les

officiers, sous-officiers et soldats tués à l'ennemi. A côté de ceux qui ont souffert dans leurs biens ou leur santé, par suite de leur dévouement civique, il y a ceux qui ont été fusillés par l'ennemi, ou qui sont morts à la suite des privations et des mauvais traitements subis pendant leur déportation. A côté de ceux qui ont été blessés, il y a ceux qui ont été tués par ce que nous pouvons appeler les accidents de la guerre. N'est-il pas juste et logique d'assimiler dans chaque groupe à ceux qui ont été mutilés, blessés ou qui ont souffert, les enfants de ceux qui sont morts; de donner aux enfants des militaires tués à l'ennemi les mêmes privilèges qu'aux blessés de guerre; de ranger dans le même groupe, avec les combattants et ceux qui ont fait preuve d'un dévouement civique exceptionnel, les enfants de ceux qui ont été condamnés et exécutés pour cause de patriotisme et même ceux qui ont été victimes de la brutalité et de la fureur de l'ennemi; d'accorder aux enfants de ceux qui ont été tués par un accident de guerre, les mêmes faveurs qu'à ceux qui ont été blessés, par ces mêmes accidents? C'est pourquoi on a ajouté dans les textes, à chacune des trois listes, une catégorie spéciale, visant les enfants des Belges tués ou morts. Les textes proposés concernant les enfants sont généraux et, par conséquent, pour leur inscription sur la seconde ou la troisième liste, la mort de la mère donnerait les mêmes droits que la mort du père.

Trois privilèges distincts sont accordés à ces différents groupes :

1° La limite maximum d'âge établie par les lois et règlements pour l'entrée dans les emplois publics est relevée de cinq années, mais seulement pour ceux qui reçoivent les privilèges prévus par la présente loi à raison des faits qui leur sont personnels. La règle se justifie surtout à l'égard de ceux qu'une mobilisation qui aura duré pendant plusieurs années a arrachés aux études et travaux qui devaient les préparer aux emplois publics. Mais il n'y a pas de raison de l'étendre à ceux qui se prévalent de la mort d'un de leurs parents pour réclamer le bénéfice des dispositions du présent projet.

2° Dans les cas où l'entrée dans les services publics est subordonnée à un concours, les diverses catégories de citoyens privilégiés jouiront d'un avantage, en ce sens que tous ceux qui auront obtenu un nombre de points satisfaisant auront leur cote augmentée d'une certaine quotité, qui variera suivant les diverses catégories. Cela semble être le procédé le plus facile, même le seul pratique, pour accorder, en cas d'emplois accessibles seulement par concours, un avantage à ceux qui ont bien mérité de la Patrie au cours de la guerre. Cette règle vient d'être appliquée en France même pour les concours d'admission aux « grandes » écoles, comme l'École polytechnique, l'École des mines.

3° Dans tous les cas où la nomination à une fonction, ou à un emploi public, est laissée au libre choix de l'autorité, ou est subordonnée seulement, soit à la possession d'un diplôme ou d'un certificat, soit à un simple examen ou épreuve d'aptitude, le projet accorde aux diverses catégories de privilégiés un droit de préférence contre tous les autres candidats, mais seulement à égalité de titres. Ce droit de préférence existe même pour les candidats inscrits sur la première liste contre ceux inscrits sur les listes sub-

séquentes, pour ceux de la seconde liste contre ceux de la troisième, de telle sorte que l'autorité sera obligée d'épuiser d'abord les candidats portés sur la première liste avant de pouvoir passer à la seconde, et ne pourra nommer des candidats figurant sur la troisième liste que lorsque tous les candidats de la seconde auront déjà été nommés.

Cependant il y a certaines fonctions pour lesquelles il n'est pas possible d'imposer aux autorités administratives des obligations aussi strictes. Il est des cas où elles doivent conserver la pleine liberté et la pleine responsabilité de leurs choix, parce que les fonctions auxquelles il s'agit de pourvoir, exigent des conditions toutes spéciales, soit d'honorabilité (telles les fonctions judiciaires), soit de solvabilité (par exemple, tous les receveurs et comptables de deniers publics), soit de confiance politique ou personnelle (par exemple, les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement, les fonctionnaires attachés aux cabinets des ministres, les secrétaires communaux), soit enfin de mérite spécial ou exceptionnel (par exemple, tous fonctionnaires supérieurs, les professeurs d'université). Il est impossible d'énumérer dans un texte de loi toutes les catégories de fonctions et emplois qui doivent échapper au droit de préférence pour l'une ou l'autre de ces quatre raisons. Chaque Ministre aura à apprécier pour ses propres services quels sont les emplois pour lesquels le libre choix de l'autorité doit être maintenu, et s'abstiendra de les énumérer dans l'arrêté ministériel prévu par l'article 9.

Il doit être bien entendu que le droit de préférence ne peut être invoqué qu'entre candidats qui tous sollicitent une première nomination à un emploi public. Il ne peut être question de garantir à une catégorie quelconque d'agents ou employés un avancement rapide, au choix forcé, si l'on peut dire, pendant toute leur carrière, en dépit des fautes et négligences qu'ils auraient commises dans l'accomplissement de leurs fonctions. Les promotions doivent être accordées en tenant compte exclusivement des nécessités et de l'efficacité du service, être la récompense du talent, de l'activité et du dévouement déployés dans la carrière. C'est pourquoi aucun fait antérieur à l'entrée en fonctions, même une mutilation de guerre, ou un acte de dévouement civique exceptionnel, ne peut créer un droit de préférence, jouant automatiquement en quelque sorte, ni entre deux candidats faisant déjà partie du service administratif et sollicitant également une promotion, ni même entre un candidat déjà fonctionnaire espérant une promotion, et un candidat qui demande une première nomination. L'insertion dans la loi de tels privilèges aurait pour premier effet de semer le découragement et le mécontentement parmi les agents les plus zélés et risquerait de détraquer toute l'organisation de la machine administrative.

Le projet de loi n'apporte pas la moindre restriction aux conditions générales requises par les lois et règlements pour l'admission aux emplois publics, sauf l'exception déjà signalée pour le relèvement de la limite maximum d'âge. Est-il besoin de dire que personne ne pourra invoquer les privilèges accordés par cette loi s'il ne possède plus, même à cause de ses blessures, les aptitudes physiques requises par les règlements? Nul ne pourra non plus s'en prévaloir pour prétendre être dispensé de subir les épreuves de capa-

cité, ou de produire les certificats et les diplômes requis. Bien plus, comme, en vertu de l'article, le droit de préférence n'existe qu'à égalité de titres, le candidat figurant sur la quatrième liste, qui possède des certificats ou diplômes de valeur incontestablement supérieure à ceux de ses concurrents, pourra être nommé, quoique ceux-ci soient inscrits sur l'une des trois premières listes.

D'autre part, ceux qui, en vertu de l'article 5, ont été nommés par préférence à des emplois pour lesquels la nomination définitive est subordonnée à un certain stage, pourront plus tard être rejetés comme tous candidats quelconques, si, pendant cette période d'épreuve, ils n'ont pas donné pleine satisfaction à l'autorité.

Le projet de loi laisse aussi intacts, sans aucune modification ni restriction, les droits de présentation qui appartiennent parfois à certaines autorités ou à certains fonctionnaires, comme aussi les droits d'approbation qui sont réservés à l'autorité supérieure, notamment en matière d'emplois communaux. Donc, les autorités qui ont des droits de présentation ou des pouvoirs d'approbation ne sont nullement tenues par les droits de préférence établis par l'article 5. A première vue, il peut sembler illogique de laisser pleine liberté à l'autorité qui présente, ou à l'autorité qui approuve, alors qu'on lie les mains à l'autorité qui fait les nominations. Mais quand on examine de près les cas concrets, on s'aperçoit bien vite que la présentation n'est souvent qu'une attestation de capacité (par exemple, pour les commis gref-fiers), ou une affirmation d'honorabilité et d'aptitude générale pour la fonction (par exemple, pour les fonctionnaires de police), ou enfin une acceptation et une marque de confiance donnée par un fonctionnaire ou une autorité qui aura la responsabilité de l'activité du candidat nommé. Quant aux droits d'approbation, ils ont été réservés à l'autorité supérieure, dans certains cas où l'intérêt général semblait commander certaines garanties d'honorabilité et de capacité, certaines conditions de confiance aussi, auxquelles l'autorité inférieure, qui a le droit de nomination, aurait pu ne pas attacher assez d'importance. Par conséquent, imposer les droits de préférence prévus par l'article 5, soit aux autorités et fonctionnaires qui ont des droits de présentation, soit aux autorités qui ont des pouvoirs d'approbation, ce serait supprimer d'un coup des garanties que les lois et règlements ont cru devoir établir pour assurer le bon fonctionnement des services publics.

L'article 8 rappelle un principe qui n'a pas besoin d'être justifié. Il est évident qu'il ne peut être question de forcer les autorités publiques à introduire dans leurs services des hommes qui ont été flétris par des condamnations prononcées, soit par les tribunaux ordinaires, soit par les juridictions militaires, pas plus que ceux qui se sont montrés « mauvais soldats » au cours d'une guerre qui mettait en jeu l'existence même de la Patrie. A un autre point de vue, ce serait une aberration que d'accorder des faveurs et des avantages à de tels éléments.

La mise en application de cette loi fera surgir une grosse difficulté : c'est celle de la constatation des titres et qualités qui donnent droit à l'inscription d'un candidat sur la première, la seconde ou la troisième liste. On ne peut,

sur ce point, s'en remettre, pour chaque nomination à faire, à la décision de l'autorité chargée de faire la nomination. Ce serait souvent obliger celle-ci à des enquêtes, à des recherches, qui l'obligeraient à retarder pendant des semaines les nominations peut-être urgentes. Ce serait soulever contre les autorités administratives toutes sortes de suspicions et d'accusations d'incompétence et de partialité. Il faut munir les intéressés d'un titre définitif, irrécusable, qui les dispense une fois pour toutes de la charge d'une preuve qui deviendra de plus en plus difficile à mesure que le temps s'écoule. Pour établir la qualité de mutilé ou réformé, celle de mobilisé combattant ou non-combattant, la difficulté peut se résoudre aisément : les certificats délivrés par l'autorité militaire feront preuve pleine et entière à l'égard de tous, et aucune autre preuve ne peut être admise. Mais la preuve des autres faits qui donnent droit à l'inscription sur l'une des trois listes privilégiées, peut ne pas résulter de constatations aussi sûres et aussi simples; elles peuvent impliquer des enquêtes, des témoignages, peut-être même des appréciations, comme par exemple dans le cas des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel. C'est pourquoi, pour tous ces cas, le projet de loi charge le pouvoir exécutif d'instituer et d'organiser des commissions qui seront appelées à vérifier et affirmer les titres des intéressés. Ceux-ci seront obligés de réclamer la constatation de leur droit endéans un certain délai; car plus tard les témoignages risqueraient de devenir trop incertains, les preuves trop aléatoires; le délai de 5 ans après la promulgation de la loi est, d'ailleurs, largement suffisant pour que tous les intéressés aient le temps de connaître les dispositions de la loi et de décider s'ils veulent, ou non, s'en réserver les avantages. Toutefois il ne faut point, par un formalisme exagéré, priver en fait les intéressés des bénéfices que la loi entend leur accorder. Bien des emplois deviendront vacants et devront être pourvus de titulaires, avant que les commissions aient pu être organisées et statuer sur toutes les demandes qui leur auront été adressées. Il serait trop dur de refuser les faveurs accordées par l'article 4, ou par l'article 5, sous le prétexte que les commissions n'ont pas encore pu statuer, à des hommes qui invoquent des titres basés sur des faits de notoriété publique, et sur lesquels l'autorité elle-même a sa conviction faite. C'est pourquoi, pendant l'année qui suivra la promulgation de la loi, les intéressés dont les titres n'auront pas encore été vérifiés par une commission, pourront invoquer les faits de notoriété publique, et les autorités chargées des pouvoirs de nomination seront obligées d'en tenir compte.

Il est impossible de faire dans la loi une énumération des fonctions et emplois auxquels le droit de préférence établi par l'article 5 ne doit pas s'appliquer à raison des garanties particulières d'honorabilité, de solvabilité, de confiance, de mérite exceptionnel ou spécial, qui doivent être souverainement appréciées par l'autorité. C'est une question qui doit être décidée dans chaque département ministériel pour tous les emplois qui en dépendent.

Faut-il que chaque Ministre fasse publier la liste des fonctions et emplois auxquels ne s'appliquera pas le droit de préférence prévu par l'article 5? Ou ne vaut-il pas mieux qu'il fasse dresser et publier la liste des fonctions et emplois pour lesquels le droit de préférence pourra être invoqué? Ce dernier

proposé présente cet avantage, c'est qu'il fera bien connaître aux intéressés, d'une manière positive et concrète, la liste de tous les emplois auxquels ils peuvent aspirer, avec les avantages que la loi a voulu leur accorder. C'est pour la même raison que l'article 10 oblige chaque Ministre à faire dresser et publier la liste des concours ouverts pour l'admission aux emplois dans ses services et auxquels s'appliquera le privilège établi par l'article 4.

Le Premier Ministre,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant l'accès des fonctions et emplois publics aux mutilés, combattants, mobilisés, etc. de la guerre actuelle.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de l'avis conforme de Nos Ministres réunis en conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous fonctionnaires, employés et agents des administrations de l'Etat, des provinces et des communes, des établissements placés sous le contrôle de l'Etat, des provinces et des communes, ainsi que des entreprises concessionnaires des services pu-

ONTWERP VAN WET

waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot de openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., van den huidige oorlog vergemakkelijkt wordt.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en volgens gelijkkluidend advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp voorleggen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Al de in den huidige oorlog bij het leger eervol gediend hebbende ambtenaren, beambten en agenten van de beheeren van den Staat, de provinciën en de gemeenten, van de onderStaats-, provincie- en gemeentetoezicht gestelde inrichtingen, als-

bliés, qui auront servi honorablement dans l'armée au cours de la guerre actuelle, devront être réintégrés dans leur grade et emploi, aussi tôt que possible après leur démobilisation.

En outre, au point de vue des promotions et augmentations de traitement ou de salaire, leur temps de présence sous les drapeaux leur sera compté comme temps de service, sans qu'il soit dérogé toutefois aux conditions de concours ou d'examen qui sont requises pour certains changements de grade ou d'emploi.

Si la capacité de travail de certains est diminuée par la mutilation ou la maladie, et ne leur permet plus de remplir normalement leurs anciennes fonctions, d'autres situations, en rapport avec leurs aptitudes actuelles, leur seront offertes dans la mesure des possibilités.

Si l'organisation intérieure de l'administration, de l'établissement ou de l'entreprise a subi de telles modifications qu'il serait impossible de donner à chacun l'emploi qu'il occupait avant la guerre, des situations analogues ou équivalentes seront offertes aux intéressés, à moins d'impossibilité.

ART. 2.

Pour l'admission aux fonctions et emplois dans les administrations et établissements de l'État, des provinces et des communes, les candidats seront répartis en quatre listes.

La première liste comprendra :

1^o Les militaires belges de tout grade, licenciés ou pensionnés pour infirmités résultant, soit de bles-

mede van de ondernemingen die concessionnaris zijn van openbare diensten, moeten, zoo spoedig mogelijk na hunne demobilisatie in hunnen graad en hunne betrekking terug opgenomen worden.

Daarenboven, uit het oogpunt van de bevorderingen en wedde- of loonsverhoogingen, zal hun tijd van aanwezigheid onder de wapenen hun als dienstdtijd aangerekend worden, zonder dat er echter afgeveken worde van de voorwaarden van wedstrijd of exaam die voor sommige veranderingen van graad of betrekking vereischt zijn.

Is sommiger werkkraacht verminderd door verminking of ziekte, en laat ze hun niet meer toe hunne oude bediening verder normaal te vervullen, dan worden hun andere posten, in verband met hunne huidige geschiktheid, in de mate van het mogelijke, aangeboden.

Is de innerlijke inrichting van het beheer, de instelling of de onderneming, zoodanig gewijzigd, dat het onmogelijk is ieder het vóór den oorlog door hem bezette ambt te geven, dan worden overeenstemmende of gelijkwaardige posten aan de belanghebbenden aangeboden, behoudens onmogelijkheid.

ART. 2.

Voor de toelating tot de ambten en betrekkingen in de beheeren en instellingen van den Staat, de provinciën en de gemeenten, worden de kandidaten in vier lijsten ingedeeld.

De eerste lijst omvat :

1^o De Belgische militairen van gelijk welken graad, vrijgesteld of gepensionneerd, wegens gebreken die

sures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service au front.

2° Les enfants des militaires belges qui ont été tués au cours des opérations de guerre, ou qui sont morts à la suite, soit de blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service au front.

La seconde liste comprendra :

1° Les militaires belges de tout grade qui ont combattu effectivement contre l'ennemi.

2° Les Belges qui, sans être mobilisés, ont posé au cours de la guerre des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel.

5° Les enfants des Belges qui ont été fusillés par l'ennemi, et de ceux qui ont été déportés et sont morts par suite des privations et des mauvais traitements qu'ils ont subis.

La troisième liste comprendra :

1° Les Belges qui ont été mobilisés et ne rentrent pas dans l'une des catégories précédentes.

2° Les Belges non mobilisés qui ont été blessés par suite de faits de guerre.

3° Les enfants des Belges non mobilisés qui ont été tués par suite de faits de guerre.

La quatrième liste comprendra : les autres candidats.

ART. 3.

La présente loi ne porte aucune atteinte aux avantages établis par les règlements existants au profit des fonctionnaires, employés et agents, victimes d'un accident de service, de

voortspruiten hetzij uit door den vijand bekomen verwondingen, hetzij uit ziekten door den frontdienst opgedaan of verergerd.

2° De kinderen van de Belgische militairen die gedurende de krijgsv verrichtingen werden gedood, of die gestorven zijn tengevolge van verwondingen van den vijand bekomen, of van ziekten door den frontdienst opgedaan of verergerd.

De tweede lijst omvat :

1° De belgische militairen van allen graad, die den vijand werkelijk bevochten hebben.

2° De Belgen, die zonder gemobiliseerd te wezen, gedurende den oorlog daden hebben verricht, die erkend werden van buitengemeene burgerlijke toewijding te zijn.

3° De kinderen van de Belgen, die door den vijand werden doodgeschoten, en van degenen die verbannen werden en bezweken zijn aan de ontberingen en mishandelingen die ze doorstaan hebben.

De derde lijst omvat :

1° De Belgen die gemobiliseerd werden en in geene der voorgaande klassen tehuis behooren.

2° De niet gemobiliseerde Belgen die door oorlogsfeiten gekwetst werden.

3° De kinderen van de niet gemobiliseerde Belgen die door oorlogsdaden gedood werden.

De vierde lijst omvat : de andere kandidaten.

ART. 3.

Deze wet maakt geen inbreuk op de voordeelen vastgesteld door de bestaande reglementen ten behoeve der ambtenaars, beampten en agenten, slachtoffers van een dienstou-

leurs veuves ou de leurs enfants. Des arrêtés royaux détermineront sur laquelle des trois premières listes prévues par la présente loi ils seront inscrits.

Les autres rangs de priorité établis, soit par la loi du 4 décembre 1909, art. 6, soit par les règlements, ne sont pas abolis, mais ils sont primés par ceux qui sont attribués par l'article 2 ci-dessus.

ART. 4.

Dans les concours organisés pour l'admission aux emplois des administrations de l'État, des provinces et des communes, les candidats qui ont obtenu la quotité de points considérée comme satisfaisante, auront droit à avoir leur cote augmentée de 10 p. c. des points obtenus, s'ils sont inscrits sur la première liste, de 8 p. c., s'ils sont inscrits sur la 2^{de} liste, de 6 p. c., s'ils sont inscrits sur la 3^{me} liste.

Entre candidats ayant finalement la même cote, ils jouiront des droits de préférence établis par l'article 5.

ART. 5.

Pour toutes les fonctions et emplois pour lesquels les lois et règlements n'exigent aucune condition spéciale de capacité, ou requièrent, soit des diplômes ou certificats, soit des examens ou épreuves d'aptitude autres que des concours, l'autorité qui procède à la nomination est obligée de donner la préférence, à égalité de titres, d'abord aux candidats inscrits sur la première liste, puis, à défaut de ceux-ci, aux can-

geval, van hunne weduwen of hunne kinderen. Koninklijke besluiten zullen vaststellen op welke der drie eerste lijsten, bij deze wet voorzien, ze zullen ingeschreven worden.

De andere voorrangenvastgesteld bij de wet van 4 December 1909, art. 6, of bij de reglementen, zijn niet afgeschaft, doch ze zijn ondergeschikt aan die verleend bij het voorgaande artikel 2.

ART. 4.

In de wedstrijden ingericht voor de toelating tot de betrekkingen van de Staats-, provincie- en gemeentebesturen, zijn de kandidaten die het als voldoende beschouwd getal punten bekomen hebben, gerechtigd hun verdiensteijfer vermeerderd te hebben met 10 t. h. van de verkregen punten, indien ze op de eerste lijst ingeschreven zijn, met 8 t. h. indien ze op de tweede lijst staan, met 6 t. h. indien ze op de derde lijst voorkomen.

Onder de kandidaten die eindelijk denzelfden uitslag hebben, genieten zij de door artikel 5 vastgestelde voorkeurrechten.

ART. 5.

Voor alle ambten en betrekkingen waartoe de wetten en reglementen geen bijzondere voorwaarde van bekwaamheid vergen, of hetzij diploma's of getuigschriften vereischen, hetzij examens of geschiktheidsproeven andere dan wedstrijden, is de overheid die tot de benoeming overgaat, verplicht, bij gelijkheid van titels, de voorkeur te schenken eerst aan de kandidaten op de eerste lijst ingeschreven, dan,

didats inscrits sur la seconde liste, ensuite, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur la troisième liste; enfin, à défaut de tout candidat jouissant d'un droit de préférence en vertu de la présente loi, elle peut choisir dans la quatrième liste, sous réserve des droits de priorité reconnus par d'autres lois ou réglemens.

Toutefois, ces droits de préférence ne pourront pas être invoqués à l'égard des fonctions et emplois exigeant, par leur nature, des garanties particulières d'honorabilité, de solvabilité, de confiance, ou même de mérite exceptionnel ou spécial, qui doivent être laissées à l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme.

ART. 6.

Les privilèges accordés par l'article précédent ne peuvent jamais être réclamés par un candidat qui sollicite, soit une promotion, soit un changement de résidence ou d'emploi. Ils ne peuvent non plus être invoqués contre un fonctionnaire, agent ou employé qui sollicite, soit une promotion, soit un changement de résidence ou d'emploi dans le service public auquel il est déjà attaché.

ART. 7.

La présente loi ne modifie en rien les conditions requises par les lois et réglemens pour l'admission aux fonctions et emplois publics, notamment quant aux aptitudes physiques, ni quant aux épreuves de capacité à

bij gebrek aan deze, aan de op de tweede lijst vermelde kandidaten, daarna, bij gebrek aan deze, aan de op de derde lijst voorkomende kandidaten; eindelijk, bij gebrek aan eenig kandidaat die krachtens deze wet een voorrecht geniet, mag ze uit de vierde lijst kiezen, behoudens de rechten van voorrang door andere wetten of reglementen erkend.

Deze rechten van voorkeur mogen echter niet ingeroepen worden ten opzichte der ambten en betrekkingen die uiteraard bijzondere waarborgen van eerlijkheid, goedheid, vertrouwen vergen, of zelfs van buitengewone of uitzonderlijke verdienste, die aan de soevereine beoordeeling van de overheid die benoemt, moeten overgelaten worden.

ART. 6.

De bij voorgaand artikel toegekende voorrechten mogen nooit geëischt worden door eenen kandidaat die of eene bevordering, of eene verandering van verblijfplaats of van betrekking verzoekt. Ze mogen ook niet ingeroepen worden tegen eenen ambtenaar, agent of beambte, die eene bevordering, eene verandering van verblijfplaats of van betrekking aanvraagt in den openbaren dienst waartoe hij reeds behoort.

ART. 7.

Deze wet wijziget in geenen deele de voorwaarden vereischt bij de wetten en reglementen voor de toelating tot de openbare ambten en bedieningen, namelijk wat betreft de lichamelijke geschiktheid, noch

établir, soit par des diplômes ou certificats, soit par des examens ou épreuves techniques, soit au concours, soit par un stage.

Toutefois, la limite maximum d'âge est relevée de cinq années pour les candidats inscrits sur les trois premières listes, sauf pour ceux qui reçoivent les privilèges accordés par la présente loi à raison de la mort d'un de leurs parents.

La présente loi ne modifie en rien non plus les droits de présentation qui appartiennent à certaines autorités ou à certains fonctionnaires, pas plus que les pouvoirs d'approbation réservés par les lois à l'autorité supérieure.

ART. 8.

Les conditions de moralité et de respectabilité exigées par les lois, les règlements et les traditions administratives, sont maintenues.

Ne peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi :

1° Ceux qui ont encouru des condamnations pour crimes ou délits devant les tribunaux belges, sauf les cas de réhabilitation ;

2° Les militaires qui n'ont pas honorablement servi à l'armée.

ART. 9.

Les qualités requises pour être inscrit dans le premier groupe des listes 1, 2 et 3, seront constatées au

wat betreft de bekwaamheidsproeven die vastgesteld worden door diploma's of getuigschriften, door examens of doortechnische proeven, door eenen wedstrijd of door eenen proeftijd.

Nochtans wordt de maximumleeftijdsgrens met vijf jaar verruimd voor de kandidaten die op de drie eerste lijsten staan, behoudens voor degene die de bij deze wet verleende voorrechten bekomen wegens den dood van eenen hunner ouders.

Deze wet wijzigt ook geenszins de rechten van voordracht die aan zekere overheden of aan zekere ambtenaars toebehooren, noch ook de bevoegdheid tot goedkeuring bij de wetten aan de hoogere overheid voorbehouden.

ART. 8.

De voorwaarden van zedelijkheid en achtbaarheid vereischt bij de wetten, de reglementen en de bestuurlijke overleveringen, worden behouden.

Mogen de bepalingen van deze wet niet inroepen :

1° Degenen die veroordeelingen hebben opgelopen wegens misdaad of misdrijf, voor de Belgische rechtbanken, behoudens de gevallen van eerherstelling ;

2° De militairen die niet eervol bij 't leger gediend hebben.

ART. 9.

De hoedanigheden vereischt om te worden ingeschreven onder de eerste groep der lijsten 1, 2 en 3, wor-

moyen de certificats délivrés par l'autorité militaire aux officiers, sous-officiers et soldats.

Un arrêté royal organisera des commissions, qui seront chargées de constater les qualités requises pour être inscrit dans les autres groupes des dites listes. Toutes requêtes tendant à faire constater ces qualités, devront être adressées à la commission compétente endéans les cinq années qui suivront la promulgation de la présente loi.

Nul ne pourra se prévaloir des privilèges accordés par la présente loi, s'il n'est en possession, soit du susdit certificat de l'autorité militaire, soit d'une décision rendue par l'une des commissions prévues ci-dessus. Toutefois, pendant l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, les autorités devront tenir compte des faits de notoriété publique sur lesquels aucune commission n'aura encore statué.

ART. 10.

Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, un arrêté ministériel déterminera, pour les services dépendant de chaque département, la liste des fonctions et emplois auxquels s'appliquera le droit de préférence établi par l'article 3, ainsi que la liste des concours auxquels s'appliquera le privilège établi par l'article 4.

Les autorités provinciales et communales auront à prendre les mêmes

den vastgesteld door middel van getuigschriften, door de militaireoverheid aan de officieren, onderofficieren en soldaten verstrekt.

Een koninklijk besluit zal commissies instellen, die gelast zullen zijn de hoedanigheden vast te stellen vereischt om onder de andere groepen van gemelde lijsten ingeschreven te worden. Alle aanvragen strekkende tot het vaststellen van deze hoedanigheden, moeten gericht worden tot de bevoegde commissie binnen de vijf jaar die op de afkondiging dezer wet volgen.

Niemand kan zich beroepen op de voorrechten bij deze wet verleend, indien hij in 't bezit niet is hetzij van gezegd getuigschrift van de militaire overheid, hetzij van eene beslissing door eene der hoogerbedoelde commissies geweest. Nochtans binnen het jaar dat op de afkondiging dezer wet volgt, moeten de overheden rekening houden met de feiten van algemeene bekendheid waarover nog geene commissie heeft uitspraak gedaan.

ART. 10.

Binnen de drie maanden die op de afkondiging dezer wet volgen, stelt een ministerieel besluit voor de diensten die van elk departement afhangen, de lijst vast der ambten en betrekkingen waarop het recht van voorkeur, bij artikel 3 verleend, van toepassing zal wezen, alsmede de lijst der wedstrijden waarop het bij artikel 4 bepaalde voorrecht van toepassing zal wezen.

De provincie- en gemeenteoverheden hebben, wat hen betreft,

déterminations, en ce qui les concerne, endéans le même délai.

binnen hetzelfde tijdperk, dezelfde beslissingen te nemen.

Donné à , le 1919.

Gegeven te , den 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 APRIL 1949.

Ontwerp van wet

waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in openbare ambten en betrekkingen verzekerd, en de toelating tot de openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., vergemakkelijkt wordt.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet heeft niet ten doel in onze wetgeving hervormingen van algemeen en bestendigen aard in te voeren. Het behelst slechts gelegenheidsbepalingen, uitsluitend bestemd tot het regelen van door den huidige oorlog in 't leven geroepen toestanden, vooreerst ten aanzien der gemobiliseerde ambtenaars, agenten en beambten, en ook ten opzichte der kandidaten voor openbare ambten en betrekkingen.

Artikel 1 bedoelt de ambtenaars, beambten en agenten der Staats-, provincie- en gemeentebesturen, der onderStaats-provincie-, en gemeentetoezicht geplaatste inrichtingen, en zelfs der vergunninghoudende ondernemingen van openbare diensten, die in den loop van den huidige oorlog werden gemobiliseerd. Het waarborgt hun twee onderscheidene rechten :

1° Recht op wederherstelling in hunne graad en ambt, zoodra mogelijk na de demobilisatie. Maar dit beginsel moet onvermijdelijk twee temperingen ondergaan die door feitelijke omstandigheden kunnen worden opgelegd.

Vooreerst kunnen verminking of ziekte de lichamelijke geschiktheid en de arbeidskracht van eenen mensch in zulke mate hebben verminderd, dat hij onbekwaam is zijn vorig ambt nog op normale wijze uit te oefenen; in dit geval dient hem een andere betrekking aangeboden, in verband met zijn huidige krachten en voor zooveel de dienstvereischen dit toelaten.

Anderdeels kan het voorkomen, dat het beheer, de inrichting of de onderneming, hunne innerlijke organisatie moesten wijzigen, en dat het onmogelijk zij ieder ambtenaar, agent of beambte in zijn vorige betrekking weder te herstellen; in dit geval moeten aan de gemobiliseerde agenten overeenstem-

mende of gelijkwaardige betrekkingen aangeboden worden, maar wel te verstaan in de mate van het mogelijke.

2^o Recht op de bevorderingen en wedde- of loonverhoogen, welke zij in normale omstandigheden zouden hebben genoten, ware geen oorlog ontstaan. Evenwel moet ook dat beginsel worden beperkt : het huidig ontwerp ontslaat de agenten niet van deelneming aan de proeven, examens en wedstrijden waarvan, luidens de van kracht zijnde wetten en verordeningen, de bevorderingen of verhoogen afhankelijk waren. Wanneer zij later deze proeven met goed gevolg zullen ondergaan hebben, zal de uitvoerende overheid kunnen besluiten of aan de bevorderingen en verhoogen geen terugwerkende kracht dient te worden verleend.

Deze regelen rechtvaardigen zich zelf ten aanzien der openbare besturen. Men zou niet beseffen dat de Staat, eene provincie of eene gemeente weigert weder in zijn ambt te herstellen eenen ambtenaar of agent die zijnen dienst verliet om den hem door de wet opgelegden plicht te vervullen en aan de verdediging van 't vaderland deel te nemen. Het komt niet overdreven voor de inrichtingen, geplaatst onder toezicht van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, en de ondernemingen die concessionaris zijn van openbare werken, dezelfde verplichting op te leggen, hunne ambtenaars, beambten en agenten terug in dienst te nemen die tot de verdediging van 's lands onafhankelijkheid bijdroegen, terwijl in Frankrijk de Regeering voorstelt dezelfde verplichting aan gansch de private nijverheid op te leggen.

De volgende artikelen beoogen eenvoudige kandidaten voor openbare ambten en betrekkingen die een eerste benoeming in een Staats-, provincie- of gemeentebestuur verzoeken. Zij hebben ten doel toegang bij alle openbare ambten te vergemakkelijken aan degenen die deelnamen aan de verdediging van 't vaderland, of die uit hoofde van dezen verdedigingsstrijd hebben geleden. Dit geldt als eene schuld van erkentelijkheid, die zich opdringt aan geheel het Belgisch volk en aan elk van zijne politieke groepeerings. Zoo deze wet eenigzins hunne vrijheid besnoeit bij de keuze hunner agenten, zullen onze gemeente- en provincieoverheden deswege niet klagen; zij zullen de noodzakelijkheid en de rechtvaardigheid daarvan beseffen. Alle voorzorgen worden overigens genomen om hun alle bevoegdheid tot beoordeeling en vrije keuze te laten, bijaldien deze noodig blijken ter vrijwaring der goede inrichting hunner bestuurlijke diensten.

Het wetsontwerp deelt in drie onderscheidene lijsten een gansche reeks groepen van burgers in die deelnamen aan de verdediging van 't vaderland, of uit hoofde van den oorlogstoestand leden, en aan dewelke het bepaalde voordeelen toekent ten opzichte van 't begeven der openbare ambten en betrekkingen. Deze indeeling in drie groepen komt wel logisch voor. De eerste groep omvat verminkten, gekwetsten en gelijkgestelde zieken. De tweede groep is samengesteld uit de strijders en degenen die blijken gaven van buitengewone burgerlijke toewijding, namelijk degenen die beproefden de grens te overschrijden en uit dien hoofde werden gevangen gezet of weggevoerd; ook degenen die, weerstaande aan beloften als aan

bedreigingen ver van hunne woonst weggevoerd, hebben volhard in de weigering voor den vijand te arbeiden. De derde groep, ten slotte, vereenigt terzelfdertijd de niet strijdende gemobiliseerden en alle niet-gemobiliseerden die, eenigermate bij toeval, lichamelijke letsels bekwamen ingevolge oorlogsfeiten.

Maar grondig onderzoek van 't vraagstuk deed denken aan andere categoriën die evenzeer belangwekkend blijken. Nevens de verminkten, heeft men de door den vijand gedoodde officieren, onderofficieren en soldaten. Nevens degenen die in hunne vrijheid, hunne goederen of hunne gezondheid leden, heeft men degenen die door den vijand werden terecht gesteld of die stierven ten gevolge van ontberingen en slechte behandelingen tijdens hunne wegvoering ondergaan. Nevens degenen die werden gekwetst heeft men degenen die werden gedood door hetgeen wij de toevallen van den oorlog kunnen noemen. Komt het niet rechtvaardig en logisch voor in elke groep gelijk te stellen met degenen die werden verminkt, gekwetst, of hebben geleden, de kinderen van hen die stierven; aan de kinderen van door den vijand gedoodde krijgslieden dezelfde voorrechten toe te kennen als aan de oorlogsgekwetsten; in eene zelfde groep op te nemen met de strijders en degenen die blijken gaven van buitengewone burgerlijke toewijding, de kinderen dergenen die werden veroordeeld en terecht gesteld wegens vaderlandsliefde en zelfs dergenen die het slachtoffer waren van 's vijands ruw geweld en woede, aan de kinderen dergenen die door een oorlogstoeval werden gedood dezelfde voorrechten toe te kennen als aan degenen die door dezelfde toevallen werden gekwetst? Daarom werd in de teksten, bij ieder der drie lijsten, eene bijzondere categorie gevoegd bedoelende de kinderen der gedoodde of gestorven Belgen. De voorgestelde teksten betreffende de kinderen zijn algemeen en, dienvolgens zou, tot hunne vermelding op de tweede of de derde lijst, de dood der moeder dezelfde rechten toekennen als de dood des vaders.

Drie onderscheiden voorrechten worden aan deze verschillende groepen verleend :

1° De maximum leeftijdsgrens bij de wetten en verordeningen bepaald tot opneming in openbare betrekkingen wordt met vijf jaar verruimd, maar enkel voor degenen die de bij deze wet voorziene voorrechten verwerven uit hoofde van feiten die hun persoonlijk zijn. De regel wéttigt zich hoofdzakelijk ten opzichte dergenen die door eene mobilisatie welke jaren zal hebben geduurd, aan de studiën en werkzaamheden werden ontrukkt welke hen tot openbare betrekkingen moesten voorbereiden. Maar er zijn geen gronden om hem insgelijks toepasselijk te maken op degenen die zich op den dood van een hunner ouders beroepen om het voordeel der bepalingen van dit ontwerp te vorderen.

2° In de gevallen waarin opneming in openbare betrekkingen aan eenen wedstrijd is ondergeschikt, zullen de verschillende categoriën van bevoorrechte burgers een voordeel genieten, in dezen zin dat van al degenen die een voldoende aantal punten zullen hebben bekomen, het verdienste cijfer met een bepaald getal zal worden verhoogd, getal dat naar de verschillende categoriën zal afwisselen.

Dit blijkt de gemakkelijkste en zelfs de eenige practische handelwijze te zijn om, wat betreft slechts bij wedstrijd toegankelijke betrekkingen, een voordeel toe te kennen aan degenen die in den loop van den oorlog 's vaderlands dankbaarheid afdwongen. Deze regel is onlangs in Frankrijk toegepast, zelfs voor de toelatingswedstrijden tot de « groote scholen », zooals de Polytechnische school, de mijnschool.

5° Telkens dat eene benoeming tot een ambt of eene openbare betrekking aan de vrije keus van de overheid wordt overgelaten, of slechts ondergeschikt wordt hetzij aan het bezit van een diploma, of een getuigschrift, hetzij aan een eenvoudig exaam of bekwaamheidsproef, verleent het ontwerp aan de verscheidene klassen van bevoorrechten eene voorkeur op al de andere candidaten, doch enkel bij gelijkheid van titels. Dit voorrecht bestaat zelfs voor de op de eerste lijst ingeschreven candidaten, tegenover degene op de volgende lijsten vermeld, voor deze der tweede lijst tegenover die der derde, derwijze dat de overheid zal verplicht wezen eerst de candidaten der eerste lijst uit te putten, alvorens tot de tweede te mogen overgaan, en slechts candidaten van de derde lijst zal mogen benoemen dan nadat alle candidaten van de tweede reeds zullen benoemd wezen.

Er zijn echter een aantal bedieningen waarvoor het niet mogelijk is den bestuurlijken overheden zulke stipte verplichtingen op te leggen. Er zijn gevallen waarin zij de volle vrijheid en de volle verantwoordelijkheid van hunne keus moeten behouden, daar de ambten waarin moet voorzien worden, gansch bijzondere voorwaarden eischen, hetzij van eerlijkheid (als de gerechtelijke ambten), hetzij van gegoedheid (bij voorbeeld, alle ontvangers en rekenplichtigen van openbare gelden), hetzij van politiek of persoonlijk vertrouwen (bij voorbeeld, de provinciale gouverneurs, de arrondissements-commissarissen, de ambtenaars bij het cabinet der Ministers, de gemeente-secretarissen), hetzij eindelijk van bijzondere of uitzonderlijke verdienste (bij voorbeeld, alle hogere ambtenaars, de hoogleeraars). In eenen wets-tekst is het niet doenlijk alle categoriën van ambten en bedieningen op te sommen, welke aan het recht van voorkeur om eene of andere dezer vier redenen moeten ontsnappen. Ieder Minister zal voor zijne eigen diensten moeten oordeelen, welke de bedieningen zijn waartoe de vrije keus der overheid dient gehandhaafd, en zal zich onthouden ze op te sommen in het door artikel 9 bedoelde ministerieel besluit.

Het weze goed verstaan, dat het recht van voorkeur slechts kan ingeroepen worden onder candidaten die alle eene eerste benoeming tot eene openbare bediening aanzoeken. Er kan geen spraak wezen aan eenige categorie van agenten of bedienden gedurende hunne gansche loopbaan een snelle bevordering, om zoo te zeggen bij gedwongen keus, te waarborgen, ondanks de fouten en nalatigheden die ze in de uitoefening van hun ambt zouden begaan hebben. De bevorderingen moeten verleend worden uitsluitend met inachtneming der noodwendigheden en der degelijkheid van den dienst, de belooning wezen van de begaafdheid, de bedrijvigheid en de toewijding gedurende de loopbaan aan den dag gelegd. Daarom kan geen feit dat aan de indiensttreding voorafgaat, zelfs geen krijgsverminking, of eene

daar van uitzonderlijke burgerlijke opoffering, een recht van voorkeur doen ontstaan, dat om zoo te zeggen automatisch werkt, noch tusschen twee candidaten die reeds tot een bestuurlijken dienst behooren, en tegelijk naar bevordering dingen, noch zelfs tusschen een candidaat reeds ambtenaar die een bevordering verhoopt, en een candidaat die eene eerste benoeming aanzoekt. Opneming in de wet van dergelijke voorrechten zou als eerste uitwerksel ontmoediging en misnoegtheid onder de ijverigste agenten zaaien, en dreigen de gansche inrichting van de bestuurlijke machine in de war te sturen.

Het wetsontwerp brengt niet de minste beperking toe aan de algemeene voorwaarden voor de toelating tot de openbare bedieningen door de wetten en reglementen vereischt, behoudens de reeds vermelde uitzondering voor de verhooging van de maximum ouderdomsgrens. Hoeft het gezegd dat niemand de door deze wet verleende voorrechten zal kunnen invoeren, zoo hij, zelfs wegens zijne kwetsuren, de door de reglementen geveerde lichamelijke geschiktheid niet meer bezit? Niemand ook zal zich kunnen er op beroepen om te beweren ontslagen te worden de bekwaamheidsproeven te ondergaan of de geveerde getuigschriften of diploma's voor te leggen. Veelmeer, bestaat het recht van voorkeur, zooals krachtens artikel 5. slechts bij gelijkheid van titels, de op de 4^{de} lijst staande candidaat, die houder is van getuigschriften of diploma's van eene onbetwistbaar hoogere waarde dan deze zijner mededingers, kan benoemd worden alhoewel laatstgemelden op eene der drie eerste lijsten ingeschreven zijn.

Anderzijds, zij die krachtens artikel 5 bij voorkeur benoemd werden tot betrekkingen waartoe de vaste benoeming aan een zekeren proeftijd is ondergeschikt, kunnen later afgewezen worden zooals eenig ander candidaat, indien ze gedurende dit proeftijdperk niet ten volle voldoening aan de overheid hebben gegeven.

Het wetsontwerp laat ook onaangeroerd, zonder eenige wijziging noch beperking, het recht van voordracht dat soms aan zekere overheden of aan zekere ambtenaars toebehoort, alsmede het recht van bekrachtiging dat de hoogere overheid is voorbehouden, namelijk in zake gemeentebedieningen. Overheden dus die het recht van voordracht of van bekrachtiging hebben, zijn geenszins gebonden door de rechten van voorkeur welke artikel 5 instelt. Op eerste zicht kan het onlogisch schijnen volle vrijheid te laten aan de overheid die voordraagt of aan de overheid die bekrachtigt, als wanneer men de handen bindt van de overheid die de benoemingen doet. Onderzoekt men echter bepaalde gevallen van nabij, dan bemerkt men alras dat de voordracht dikwijls slechts is eene getuigenis van bekwaamheid, (bij voorbeeld, van de commiezen greffiers) of eene bevestiging van eerlijkheid en algemeenen aanleg voor een ambt (bij voorbeeld, voor de politieambtenaren) of eindelijk eene aanvaarding en een teeken van vertrouwen gegeven door eenen ambtenaar of eene overheid die te verantwoorden heeft voor de bedrijvigheid van den benoemden candidaat. Wat het recht van goedkeuring betreft, het is aan de hoogere overheid voorbehouden geworden, in zekere gevallen waar het algemeen belang zekere waarborgen van eerlijkheid en

bekwaamheid scheen te vergen, zekere voorwaarden van vertrouwen ook, waaraan de lagere overheid, die recht heeft tot benoeming, geen voldoende gewicht zou hebben kunnen hechten. Bij gevolg, het door artikel 5 bedoelde recht van voorkoor opleggen hetzij aan de overheden en ambtenaren die recht van voordracht hebben, hetzij aan de overheden die recht van bekrachtiging hebben, ware meteen de waarborgen doen wegvallen die de wetten en reglementen noodig geacht hebben te stellen om de goede werking van de openbare diensten te verzekeren.

Artikel 8 herinnert aan een beginsel dat geen bewijs hoeft. Klaarblijkelijk is, dat er geen spraak van kan wezen openbare overheden te dwingen in hunne diensten mannen op te nemen die gebrandmerkt werden door veroordelingen gevelde door gewone rechtbanken of door een krijgsgerecht, noch degene die zich « slecht soldaat » getoond hebben in een oorlog waar 's Vaderlands bestaan zelf de inzet was. Uit een ander oogpunt, ware het zinsverbijstering gunsten en voordeelen aan dergelijke personen toe te staan.

Het toepassen dezer wet zal een groote moeilijkheid doen rijzen : deze van de vaststelling der rechten en hoedanigheden die recht geven op eene candidaats inschrijving op de eerste, de tweede of de derde lijst. Daarom-trent kan men zich niet verlaten, voor elke benoeming die moet geschieden, op de beslissing van de met de benoeming belaste overheid. Dit ware deze dikwijls verplichten tot verhooren, tot opzoekingen die ze zouden noodzaken misschien dringende benoemingen weken lang uit te stellen. Het ware tegenaover de bestuurlijke overheden allerlei verdenkingen en beschuldigingen van onbevoegdheid en partijdigheid opwerpen. De belanghebbenden moeten met een vasten, onwraakbaren titel voorzien worden, die ze voor goed ontslaat van een bewijslast die moeilijker wordt naarmate de tijd verstrijkt. Voor de vaststelling van de hoedanigheid van verminkte of afgekeurde, van die van gemobiliseerd strijder of niet-strijder, wordt de moeilijkheid zonder bezwaar geslecht : de door de krijgsoverheid verstrekte getuigschriften gelden volledig bewijs tegenover eenieder en geen ander bewijs mag toegelaten worden. Maar het bewijs van de andere feiten die recht geven op inschrijving op eene der drie bevoorrechte lijsten, kan spruiten uit geen zoo zekere en eenvoudige vaststellingen ; ze kan verhooren, getuigenissen vergen, misschien zelfs beoordeelingen, als bij voorbeeld in 't geval van daden erkend als zijnde van uitzonderlijke burgerlijke zelfopoffering. Deshalve gelast het wetsontwerp, voor al deze gevallen, de uitvoerende macht commissies samen te stellen en in te richten die gelast zullen zijn de rechten der belanghebbenden te onderzoeken en te bevestigen. Deze laatsten zouden verplicht wezen de vaststelling van hun recht binnen zeker tijdperk aan te vragen, daar later de getuigenissen gevaar loopen te onzeker, de bewijzen te toevallig te worden ; het tijdperk van vijf jaar na de afkondiging der wet is overigens ruim voldoende opdat de belanghebbenden den tijd hebben om de wetsbepalingen te kennen, en te beslissen of ze al dan niet de voordeelen er van willen plukken. Door een overdreven formalisme moet men echter in werkelijkheid de belanghebbenden de voordeelen niet onthouden die de wet hun wensch te verleen. Vele betrekkingen zullen open vallen

en zullen met een titelvoerder moeten voorzien worden, alvorens de commissies ingericht kunnen worden en uitspreken over de hun toegerichte aanvragen. Het ware te hard, onder voorwendsel dat de commissies nog niet hebben kunnen uitspraak doen, de door artikel 4 of de door artikel 5 verleende gunsten te weigeren aan mannen die titels inroepen welke op feiten van openbare bekendheid steunen en waaromtrent de overheid zelf hare overtuiging heeft opgedaan. Deshalve, binnen het jaar dat op de afkondiging der wet zal volgen, zullen de belanghebbenden wier titels door eene commissie nog niet werden onderzocht, de feiten van openbare bekendheid mogen inroepen, en de overheden die gelast zijn in de benoeming te voorzien, zullen verplicht zijn er mede rekening te houden.

Het is onmogelijk in de wet de opsomming te doen van de ambten en bedieningen waarop het door artikel 5 toegekende recht van voorkeur niet moet toegepast worden wegens de bijzondere waarborgen van eerlijkheid, gegoedheid, vertrouwen, uitzonderlijke of bijzondere verdienste, die door de overheid oppermachtig moeten beoordeeld worden. 't Is een zaak die moet beslecht worden in elk ministerieel departement voor al de betrekkingen die er van afhangen. Beide handelwijzen zijn mogelijk.

Dient elk Minister de lijst kenbaar te maken van de ambten en bedieningen waarop het door artikel 5 voorziene recht van voorkeur niet zal toegepast worden? Of ware het niet beter dat hij de lijst doe opmaken en publiceeren van de ambten en bedieningen waarvoor dit recht van voorkeur zal mogen worden ingeroepen? Deze laatste handelwijze heeft dit voordeel, dat ze den betrokkenen, op eene stellige en bepaalde wijze, de lijst doet kennen van al de bedieningen waarop ze mogen aanspraak maken, met de voordeelen die de wet hun heeft willen verleenen. Om dezelfde reden verplicht artikel 10 iederen Minister de lijst te doen opmaken en te publiceeren, van de wedstrijden uitgeschreven voor de toelating tot de betrekkingen in zijne diensten en waarop het door artikel 4 toegekende voorrecht van toepassing zal wezen.

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

PROJET DE LOI

assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant l'accès des fonctions et emplois publics aux mutilés, combattants, mobilisés, etc. de la guerre actuelle.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de l'avis conforme de Nos Ministres réunis en conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera en Notre Nom. aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous fonctionnaires, employés et agents des administrations de l'Etat, des provinces et des communes, des établissements placés sous le contrôle de l'Etat, des provinces et des communes, ainsi que des entreprises concessionnaires des services pu-

ONTWERP VAN WET

waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot de openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., van den huidige oorlog vergemakkelijkt wordt.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en volgens gelijkkluidend advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp voorleggen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Al de in den huidige oorlog bij het leger eervol gediend hebbende ambtenaren, beambten en agenten van de beheeren van den Staat, de provinciën en de gemeenten, van de onderStaats-, provincie- en gemeentetoezicht gestelde inrichtingen, als-

blics, qui auront servi honorablement dans l'armée au cours de la guerre actuelle, devront être réintégrés dans leur grade et emploi, aussi tôt que possible après leur démobilisation.

En outre, au point de vue des promotions et augmentations de traitement ou de salaire, leur temps de présence sous les drapeaux leur sera compté comme temps de service, sans qu'il soit dérogé toutefois aux conditions de concours ou d'examen qui sont requises pour certains changements de grade ou d'emploi.

Si la capacité de travail de certains est diminuée par la mutilation ou la maladie, et ne leur permet plus de remplir normalement leurs anciennes fonctions, d'autres situations, en rapport avec leurs aptitudes actuelles, leur seront offertes dans la mesure des possibilités.

Si l'organisation intérieure de l'administration, de l'établissement ou de l'entreprise a subi de telles modifications qu'il serait impossible de donner à chacun l'emploi qu'il occupait avant la guerre, des situations analogues ou équivalentes seront offertes aux intéressés, à moins d'impossibilité.

ART. 2. ;

Pour l'admission aux fonctions et emplois dans les administrations et établissements de l'État, des provinces et des communes, les candidats seront répartis en quatre listes.

La première liste comprendra :

1^o Les militaires belges de tout grade, licenciés ou pensionnés pour infirmités résultant, soit de bles-

mede van de ondernemingen die concessionnaris zijn van openbare diensten, moeten, zoo spoedig mogelijk na hunne demobilisatie in hunnen graad en hunne betrekking terug opgenomen worden.

Daarenboven, uit het oogpunt van de bevorderingen en wedde- of loonsverhoogen, zal hun tijd van aanwezigheid onder de wapenen hun als dienstdtijd aangerekend worden, zonder dat er echter afgevekenw orde van de voorwaarden van wedstrijd of exaam die voor sommige veranderingen van graad of betrekking vereischt zijn.

Is sommiger werkkraacht verminderd door verminking of ziekte, en laat ze hun niet meer toe hunne oude bediening verder normaal te vervullen, dan worden hun andere posten, in verband met hunne huidige geschiktheid, in de mate van het mogelijke, aangeboden.

Is de innerlijke inrichting van het beheer, de instelling of de onderneming, zoodanig gewijzigd, dat het onmogelijk is ieder het vóór den oorlog door hem bezette ambt te geven, dan worden overeenstemmende of gelijkwaardige posten aan de belanghebbenden aangeboden, behoudens onmogelijkheid.

ART. 2.

Voor de toelating tot de ambten en betrekkingen in de beheeren en instellingen van den Staat, de provinciën en de gemeenten, worden de kandidaten in vier lijsten ingedeeld.

De eerste lijst omvat :

1^o De Belgische militairen van gelijk welken graad, vrijgesteld of gepensionneerd, wegens gebreken die

sures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service au front.

2° Les enfants des militaires belges qui ont été tués au cours des opérations de guerre, ou qui sont morts à la suite, soit de blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service au front.

La seconde liste comprendra :

1° Les militaires belges de tout grade qui ont combattu effectivement contre l'ennemi.

2° Les Belges qui, sans être mobilisés, ont posé au cours de la guerre des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel.

3° Les enfants des Belges qui ont été fusillés par l'ennemi, et de ceux qui ont été déportés et sont morts par suite des privations et des mauvais traitements qu'ils ont subis.

La troisième liste comprendra :

1° Les Belges qui ont été mobilisés et ne rentrent pas dans l'une des catégories précédentes.

2° Les Belges non mobilisés qui ont été blessés par suite de faits de guerre.

3° Les enfants des Belges non mobilisés qui ont été tués par suite de faits de guerre.

La quatrième liste comprendra : les autres candidats.

ART. 5.

La présente loi ne porte aucune atteinte aux avantages établis par les règlements existants au profit des fonctionnaires, employés et agents, victimes d'un accident de service, de

voortspruiten hetzij uit door den vijand bekomen verwondingen, hetzij uit ziekten door den frontdienst opgedaan of verergerd.

2° De kinderen van de Belgische militairen die gedurende de krijgsv verrichtingen werden gedood, of die gestorven zijn tengevolge van verwondingen van den vijand bekomen, of van ziekten door den frontdienst opgedaan of verergerd.

De tweede lijst omvat :

1° De belgische militairen van allen graad, die den vijand werkelijk bevochten hebben.

2° De Belgen, die zonder gemobiliseerd te wezen, gedurende den oorlog daden hebben verricht, die erkend werden van buitengemeene burgerlijke toewijding te zijn.

3° De kinderen van de Belgen, die door den vijand werden doodgeschoten, en van degenen die verbannen werden en bezweken zijn aan de ontberingen en mishandelingen die ze doorstaan hebben.

De derde lijst omvat :

1° De Belgen die gemobiliseerd werden en in geene der voorgaande klassen tehuis behooren.

2° De niet gemobiliseerde Belgen die door oorlogsfeiten gekwetst werden.

3° De kinderen van de niet gemobiliseerde Belgen die door oorlogsdaden gedood werden.

De vierde lijst omvat : de andere kandidaten.

ART. 5.

Deze wet maakt geen inbreuk op de voordeelen vastgesteld door de bestaande reglementen ten behoeve der ambtenaars, beambten en agenten, slachtoffers van een dienst-

leurs veuves ou de leurs enfants. Des arrêtés royaux détermineront sur laquelle des trois premières listes prévues par la présente loi ils seront inscrits.

Les autres rangs de priorité établis, soit par la loi du 4 décembre 1909, art. 6, soit par les règlements, ne sont pas abolis, mais ils sont primés par ceux qui sont attribués par l'article 2 ci-dessus.

ART. 4.

Dans les concours organisés pour l'admission aux emplois des administrations de l'État, des provinces et des communes, les candidats qui ont obtenu la quotité de points considérée comme satisfaisante, auront droit à avoir leur cote augmentée de 10 p. c. des points obtenus, s'ils sont inscrits sur la première liste, de 8 p. c., s'ils sont inscrits sur la 2^{de} liste, de 6 p. c., s'ils sont inscrits sur la 3^{me} liste.

Entre candidats ayant finalement la même cote, ils jouiront des droits de préférence établis par l'article 5.

ART. 5.

Pour toutes les fonctions et emplois pour lesquels les lois et règlements n'exigent aucune condition spéciale de capacité, ou requièrent, soit des diplômes ou certificats, soit des examens ou épreuves d'aptitude autres que des concours, l'autorité qui procède à la nomination est obligée de donner la préférence, à égalité de titres, d'abord aux candidats inscrits sur la première liste, puis, à défaut de ceux-ci, aux can-

geval, van hunne weduwen of hunne kinderen. Koninklijke besluiten zullen vaststellen op welke der drie eerste lijsten, bij deze wet voorzien, ze zullen ingeschreven worden.

De andere voorrangenvastgesteld bij de wet van 4 December 1909, art. 6, of bij de reglementen, zijn niet afgeschaft, doch ze zijn ondergeschikt aan die verleend bij het voorgaande artikel 2.

ART. 4.

In de wedstrijden ingericht voor de toelating tot de betrekkingen van de Staats-, provincie- en gemeentebesturen, zijn de kandidaten die het als voldoende beschouwd getal punten bekomen hebben, gerechtigd hun verdiensteijfer vermeerderd te hebben met 10 t. h. van de verkregen punten, indien ze op de eerste lijst ingeschreven zijn, met 8 t. h. indien ze op de tweede lijst staan, met 6 t. h. indien ze op de derde lijst voorkomen.

Onder de kandidaten die eindelijk denzelfden uitslag hebben, genieten zij de door artikel 5 vastgestelde voorkeurrechten.

ART. 5.

Voor alle ambten en betrekkingen waartoe de wetten en reglementen geen bijzondere voorwaarde van bekwaamheid vergen, of hetzij diploma's of getuigschriften vereischen, hetzij examens of geschiktheidsproeven andere dan wedstrijden, is de overheid die tot de benoeming overgaat, verplicht, bij gelijkheid van titels, de voorkeur te schenken eerst aan de kandidaten op de eerste lijst ingeschreven, dan,

didats inscrits sur la seconde liste, ensuite, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur la troisième liste; enfin, à défaut de tout candidat jouissant d'un droit de préférence en vertu de la présente loi, elle peut choisir dans la quatrième liste, sous réserve des droits de priorité reconnus par d'autres lois ou règlements.

Toutefois, ces droits de préférence ne pourront pas être invoqués à l'égard des fonctions et emplois exigeant, par leur nature, des garanties particulières d'honorabilité, de solvabilité, de confiance, ou même de mérite exceptionnel ou spécial, qui doivent être laissées à l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme.

ART. 6.

Les privilèges accordés par l'article précédent ne peuvent jamais être réclamés par un candidat qui sollicite, soit une promotion, soit un changement de résidence ou d'emploi. Ils ne peuvent non plus être invoqués contre un fonctionnaire, agent ou employé qui sollicite, soit une promotion, soit un changement de résidence ou d'emploi dans le service public auquel il est déjà attaché.

ART. 7.

La présente loi ne modifie en rien les conditions requises par les lois et règlements pour l'admission aux fonctions et emplois publics, notamment quant aux aptitudes physiques, ni quant aux épreuves de capacité à

bij gebrek aan deze, aan de op de tweede lijst vermelde kandidaten, daarna, bij gebrek aan deze, aan de op de derde lijst voorkomende kandidaten; eindelijk, bij gebrek aan eenig kandidaat die krachtens deze wet een voorrecht geniet, mag ze uit de vierde lijst kiezen, behoudens de rechten van voorrang door andere wetten of reglementen erkend.

Deze rechten van voorkeur mogen echter niet ingeroepen worden ten opzichte der ambten en betrekkingen die uiteraard bijzondere waarborgen van eerlijkheid, goedheid, vertrouwen vergen, of zelfs van buitengewone of uitzonderlijke verdienste, die aan de soevereine beoordeeling van de overheid die benoemt, moeten overgelaten worden.

ART. 6.

De bij voorgaand artikel toegekende voorrechten mogen nooit geëischt worden door eenen kandidaat die of eene bevordering, of eene verandering van verblijfplaats of van betrekking verzoekt. Ze mogen ook niet ingeroepen worden tegen eenen ambtenaar, agent of beambte, die eene bevordering, eene verandering van verblijfplaats of van betrekking aanvraagt in den openbaren dienst waartoe hij reeds behoort.

ART. 7.

Deze wet wijziget in geen en deele de voorwaarden vereischt bij de wetten en reglementen voor de toelating tot de openbare ambten en bedieningen, namelijk wat betreft de lichamelijke geschiktheid, noch

établir, soit par des diplômes ou certificats, soit par des examens ou épreuves techniques, soit au concours, soit par un stage.

Toutefois, la limite maximum d'âge est relevée de cinq années pour les candidats inscrits sur les trois premières listes, sauf pour ceux qui reçoivent les privilèges accordés par la présente loi à raison de la mort d'un de leurs parents.

La présente loi ne modifie en rien non plus les droits de présentation qui appartiennent à certaines autorités ou à certains fonctionnaires, pas plus que les pouvoirs d'approbation réservés par les lois à l'autorité supérieure.

ART. 8.

Les conditions de moralité et de respectabilité exigées par les lois, les règlements et les traditions administratives, sont maintenues.

Ne peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi :

1° Ceux qui ont encouru des condamnations pour crimes ou délits devant les tribunaux belges, sauf les cas de réhabilitation ;

2° Les militaires qui n'ont pas honorablement servi à l'armée.

ART. 9.

Les qualités requises pour être inscrit dans le premier groupe des listes 1, 2 et 3, seront constatées au

wat betreft de bekwaamheidsproeven die vastgesteld worden door diploma's of getuigschriften, door examens of door technische proeven, door eenen wedstrijd of door eenen proeftijd.

Nochtans wordt de maximumleeftijdsgrens met vijf jaar verruimd voor de kandidaten die op de drie eerste lijsten staan, behoudens voor degene die de bij deze wet verleende voorrechten bekomen wegens den dood van eenen hunner ouders.

Deze wet wijzigt ook geenszins de rechten van voordracht die aan zekere overheden of aan zekere ambtenaars toebehooren, noch ook de bevoegdheid tot goedkeuring bij de wetten aan de hogere overheid voorbehouden.

ART. 8.

De voorwaarden van zedelijkheid en achtbaarheid vereischt bij de wetten, de reglementen en de bestuurlijke overleveringen, worden behouden.

Mogen de bepalingen van deze wet niet inroepen :

1° Degenen die veroordeelingen hebben opgelopen wegens misdaad of misdrijf, voor de Belgische rechtbanken, behoudens de gevallen van eerherstelling ;

2° De militairen die niet cervol bij 't leger gediend hebben.

ART. 9.

De hoedanigheden vereischt om te worden ingeschreven onder de eerste groep der lijsten 1, 2 en 3, wor-

moyen de certificats délivrés par l'autorité militaire aux officiers, sous-officiers et soldats.

Un arrêté royal organisera des commissions, qui seront chargées de constater les qualités requises pour être inscrit dans les autres groupes des dites listes. Toutes requêtes tendant à faire constater ces qualités, devront être adressées à la commission compétente endéans les cinq années qui suivront la promulgation de la présente loi.

Nul ne pourra se prévaloir des privilèges accordés par la présente loi, s'il n'est en possession, soit du susdit certificat de l'autorité militaire, soit d'une décision rendue par l'une des commissions prévues ci-dessus. Toutefois, pendant l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, les autorités devront tenir compte des faits de notoriété publique sur lesquels aucune commission n'aura encore statué.

ART. 10.

Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, un arrêté ministériel déterminera, pour les services dépendant de chaque département, la liste des fonctions et emplois auxquels s'appliquera le droit de préférence établi par l'article 3, ainsi que la liste des concours auxquels s'appliquera le privilège établi par l'article 4.

Les autorités provinciales et communales auront à prendre les mêmes

den vastgesteld door middel van getuigschriften, door de militaire overheid aan de officieren, onderofficieren en soldaten verstrekt.

Een koninklijk besluit zal commissies instellen, die gelast zullen zijn de hoedanigheden vast te stellen vereischt om onder de andere groepen van gemelde lijsten ingeschreven te worden. Alle aanvragen strekkende tot het vaststellen van deze hoedanigheden, moeten gericht worden tot de bevoegde commissie binnen de vijf jaar die op de afkondiging dezer wet volgen.

Niemand kan zich beroepen op de voorrechten bij deze wet verleend, indien hij in 't bezit niet is hetzij van gezegd getuigschrift van de militaire overheid, hetzij van eene beslissing door eene der hoogerbedoelde commissies geweest. Nochtans binnen het jaar dat op de afkondiging dezer wet volgt, moeten de overheden rekening houden met de feiten van algemeene bekendheid waarover nog geene commissie heeft uitspraak gedaan.

ART. 10.

Binnen de drie maanden die op de afkondiging dezer wet volgen, stelt een ministerieel besluit voor de diensten die van elk departement afhangen, de lijst vast der ambten en betrekkingen waarop het recht van voorkeur, bij artikel 3 verleend, van toepassing zal wezen, alsmede de lijst der wedstrijden waarop het bij artikel 4 bepaalde voorrecht van toepassing zal wezen.

De provincie- en gemeenteoverheden hebben, wat hen betreft,

déterminations, en ce qui les concerne, endéans le même délai.

binnen hetzelfde tijdperk, dezelfde beslissingen te nemen.

Donné à , le 1919.

Gegeven te , den
1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

